

# Fédération Wallonie-Bruxelles Pas moins de 58 députés « schizophrènes »

**R**ien ! Rien ne bouge plus en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'ex-Communauté française contemple désormais cette Wallonie passée sous bannière orange bleue. Et elle attend !

L'attente pourrait encore durer longtemps. Et il n'est pas impossible que, lors de la rentrée de son exécutif, le 30 août prochain, la Fédération retrouve à la table gouvernementale les ministres du PS et du CDH, ces deux conjoints en instance de divorce. À l'inverse de son homologue wallon Paul Magnette, Rudy Demotte (PS) pourrait donc continuer à officier comme ministre-président à son retour de vacances.

Car si en Wallonie, le CDH a pu faire basculer le centre de gravité politique de la gauche vers la droite en usant d'une prise désormais annexée à tous les manuels de judo, il en va autrement à la Fédération. La majorité actuelle (52 élus sur 94) vit confortablement. Mais se passer du PS (36 sièges) au profit du MR (30) n'est possible, pour le CDH (16), qu'à la condition d'embarquer Ecolo (6) ou Défi (3).

Ecolo n'a pas fait mystère de sa volonté de rester dans l'opposition jusqu'au prochain scrutin, en 2019. Les verts se disent disponibles pour soutenir « à la carte » la majorité actuelle, surtout s'il est question de gouvernance. Quant à Défi, il a soufflé le chaud et le froid en juillet,

par l'entremise d'Olivier Maingain. En bouclant les négociations wallonnes, Benoît Lutgen (CDH) et Olivier Chastel (MR) espèrent tôt ou tard gagner à leur cause le président amant. Et si ce n'est pas partie gagnée, les chances d'y parvenir en échange d'un maroquin ministériel pour les siens sont quand même plus élevées qu'à Bruxelles.

## Terminer en affaires... fluctuantes

En cas d'échec, le CDH devrait alors se résoudre à terminer la législature avec le PS. Ce qui donnerait lieu à une fin de parcours en affaires... fluctuantes. En effet, au cours du mois de juillet, les ministres centristes et socialistes sont parvenus à s'entendre pour faire passer deux des premières mesures du Pacte d'excellence : l'engagement de personnel supplémentaire dans l'enseignement maternel et l'aide apportée aux directeurs d'école. Rien de surprenant à cela : le Pacte, géré par la ministre Marie-Martine Schyns (CDH), reste la pièce maîtresse de l'accord de majorité. Soutenu par les acteurs de l'enseignement, il est porté par les deux composantes de la majorité. Et puis, tergiverser avec l'école, c'est un peu jouer avec le feu à proximité d'un tonneau de poudre. Aucun politique sensé ne s'y risque.

Mais tous les dossiers ne bénéficient pas de ce consensus.

Ainsi, au cours des dernières réunions de juillet, les centristes ont recalé trois dossiers importants : l'accord sur le non-marchand, le code de l'aide à la jeunesse et la formation initiale des enseignants. Ces points reviendront donc à l'ordre du jour d'un prochain gouvernement présidé par Rudy Demotte. Sauf si, à l'ombre d'août, MR et CDH parviennent à séduire Défi.

## Schizophrénie politique

Dans le cas contraire, l'imbroglie francophone engendrera un cas de figure cocasse au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une large part des députés se trouvera en effet avec un pied dans la majorité et un autre dans l'opposition. Les 30 parlementaires socialistes de Wallonie, renvoyés dans la minorité à Namur, officieront toujours au sein de la coalition francophone la semaine suivante. Les 25 députés réformateurs « sudistes » seront, eux, dans la position inverse.

Cette situation n'a toutefois rien d'exceptionnel si ce n'est par son ampleur, les 3 élus bruxellois de Défi officiant déjà de la sorte depuis l'entame de la législature. Au total, ce sont 58 parlementaires sur 94 qui connaîtront cette « schizophrénie politique », votant une semaine dans la majorité, une autre dans l'opposition. Gare à celui qui se trompera de bouton. ■

PASCAL LORENT